Info Marne

« Mieux vaut une grève qui dérange qu'un silence qui arrange »

SOMMAIRE (cliquez sur l'article)

Édito : Le salaire net contre la solidarité	1
Selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous feront blancs ou noirs	2
Un budget injuste : le 2 décembre une riposte nécessaire	2
Reims - transports urbains : alarme sociale payante	
28 novembre 2025 : journée régionale d'action des cheminots	
La Neuvillette : zone commerciale en péril	
Ay: 11ème Congrès de l'Intersyndicat CGT du champagne	3
Le Père Noël est une ordure !	
L'article de la semaine : Retraites, santé, chômage : le privé ferait-il mieux que la	
protection sociale?	4
Châlons-en-Champagne : l'Union Départementale choisit la proximité	

Edito: Le salaire net contre la solidarité.



Sous couvert de simplification, le patronat avance masqué. Derrière le slogan séduisant du « salaire brut égal au salaire net », promu par le Medef, se cache une attaque frontale contre l'un des plus grands conquis, la protection sociale.

Faire disparaître les cotisations sociales du bulletin de paie, c'est priver les travailleurs de ce qui fonde leur protection collective. Ces cotisations, loin d'être une charge, sont une part socialisée du salaire : elles financent les retraites, les soins, les allocations familiales, l'assurance-chômage, les indemnités maladie, les congés maternité... En d'autres termes, elles sont le cœur battant de notre modèle social.

Mais dans le discours du Medef, ces cotisations seraient des impôts déguisés, un fardeau qui étoufferait la compétitivité. Faux ! Elles sont un salaire différé, non un prélèvement : ce que l'on ne touche pas à la fin du mois, on le retrouve quand on tombe malade, quand on vieillit, quand on a des enfants. Supprimer cette logique, c'est transformer la solidarité en marchandise et livrer la santé, la retraite et la famille, aux marchés financiers.

Au même moment, le PLFSS 2026 (Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale) entérine une série d'économies massives : 3 milliards d'euros en moins pour l'hôpital, des contraintes budgétaires renforcées pour les soins de ville, des économies sur les prestations sociales et les indemnités journalières. Sous prétexte de maîtrise des dépenses, on affaiblit le service public pour mieux justifier ensuite sa privatisation partielle. C'est le vieux scénario : on étrangle, on dégrade, puis on ouvre la porte au privé.

Ce que le Medef appelle libérer le salaire revient à désolidariser la société. Car si chacun doit payer individuellement pour sa santé, sa retraite ou ses enfants, alors la Sécurité Sociale n'est plus qu'un souvenir. Ce projet, s'il voyait le jour, détruirait 80 ans d'un modèle fondé sur la solidarité, la justice sociale et la dignité.

L'enjeu dépasse la technique comptable, c'est une bataille politique et morale. Défendre la cotisation, c'est défendre un choix de civilisation, celui d'une société où le travailleur finance collectivement les protections de tous. Ces principes fondateurs sont notamment l'unité et l'universalité, la solidarité : « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins. »

Face au PLFSS restrictif et au projet du Medef, il est urgent de dire non à la casse sociale. Non au salaire net sans solidarité. Oui à la Sécurité sociale, bien commun de tous, conquise par la lutte et qu'il nous appartient de préserver.

(voir l'interview de Sophie BINET du 12 novembre sur BFM)

Ghislain BRIDE, secrétaire général de l'Union Départementale CGT de la Marne



14 novembre 2025 #126

Union Départementale des syndicats CGT de la Marne

15, boulevard de la Paix BP 11215 51058 Reims Cedex Tél. 03 26 88 23 04 udcgt51@laposte.net www.udcgt51.fr

SCANNEZ
le QR code pour
télécharger
l'application de
l'UD CGT 51





Selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous feront blancs ou noirs

La justice française aime à se dire égale pour tous. Mais la libération anticipée de Nicolas SARKOZY, moins d'un mois après son incarcération, vient rappeler cruellement que l'égalité devant la peine reste une promesse non tenue. L'ancien président, condamné pour association de malfaiteurs, retrouve la liberté sous contrôle judiciaire pendant que des milliers de détenus anonymes, condamnés pour des faits bien moins graves, croupissent dans des prisons surpeuplées sans espoir d'aménagement.

Un budget injuste:

Te 2 décembre une riposte nécessaire

Le projet de budget 2026, présenté par le gouvernement, frappe là où ça fait mal : dans les poches des plus modestes. Réduction de dépenses sociales, gel des aides, coupes dans les services publics, augmentation des taxes, les efforts budgétaires ne sont pas partagés équitablement.

On appelle cela la rigueur, mais pour beaucoup, c'est la précarité organisée. Les grandes fortunes et les multinationales continuent de bénéficier de niches et d'allègements fiscaux, tandis que les familles populaires paient la facture de la dette publique. Cette politique creuse les inégalités, nourrit la colère et alimente le sentiment d'abandon.



Face à cela, la résignation n'est pas une option. La mobilisation du 2 décembre s'annonce comme un moment décisif: syndicats, associations, étudiants, retraités, tous sont appelés à descendre dans la rue pour exiger un budget juste, une répartition équitable des richesses et une justice sociale à la hauteur des promesses républicaines.

(<u>lire le tract confédéral pour le 2 décembre</u>) (<u>lire le tract de l'UD</u>)

Reims-transports urbains:

alarme sociale payante



Suite à l'alarme sociale notifiée le 6 novembre 2025, dans le cadre de la réorganisation du réseau en cours et des nombreux dysfonctionnements qui en découlent, la CGT des TUR a été reçue par la direction. À l'issue de deux demi-journées de négociation, le syndicat a obtenu un engagement fort de la part de la direction.

Une rencontre avec les salariés a eu lieu le vendredi 14 novembre entre 12h et 14h30 autour d'un barbecue, afin d'évoquer les points essentiels de ce qui pouvait être accepté par la CGT pour éviter la grève et sortir avec un accord d'une grande importance.

Tous les salariés et toutes les catégories confondues, services techniques, exploitation, secteur administratif, techniciens et agents de maîtrise devront être impactés favorablement.

(Lire le tract de la CGT des TUR)

28 novembre 2025 : journée régionale d'action des cheminots



Partout les attaques se multiplient contre nos services publics, notamment sur les territoires ruraux. Aujourd'hui, la direction de la

SNCF et le Conseil Régional Grand-Est remettent en cause notre service public avec la fermeture des guichets et la disparition de la présence humaine dans les gares, l'ouverture à la concurrence des TER, la logique comptable au détriment de l'humain et de la proximité.

Des choix politiques qui détruisent le lien social, notamment dans les zones rurales où les services publics disparaissent les uns après les autres. Moins de gares ouvertes, moins d'écoles, moins de bureaux de postes, moins d'urgences médicales... C'est le même combat contre la désertification et l'abandon des territoires.

La CGT dénonce la casse de nos services publics et la fermeture des guichets SNCF dans le territoire du Grand-Est. Elle appelle à la mobilisation le 28 novembre avec un rassemblement régional à Strasbourg à 11h30, devant le Conseil régional. (lire le tract de la CGT) (lire la demande concertation immédiate adressée au PDG de la SNCF) (Voir la vidéo)

La Neuvillette:

zone commerciale en péril

Après Décathlon, c'est le magasin But qui a fermé ses portes, le samedi 8 novembre, dans la zone commerciale de La Neuvillette. Les salariés ont été licenciés.

Déjà en septembre 2024, dans le <u>numéro 77 d'Info</u> <u>Marne</u>, la CGT exprimait son inquiétude sur les conséquences en cascade de la fermeture du magasin Décathlon en raison de la baisse de fréquentation. L'histoire nous donne malheureusement raison.

Ay: 11ène Congrès de l'Intersyndicat

CGT du champagne

Le 11^{ème} congrès de l'Intersyndicat CGT du Champagne s'est tenu à Ay, mercredi 12 novembre en présence d'une centaine de camarades.



L'occasion de rappeler les activités que l'organisation syndicale a animées dans les différents établissements marnais. Au niveau régional, la CGT Champagne pèse 61,11 % de représentativité syndicale, tous collèges confondus. Fort de ces résultats, entre 2022 et 2025, la CGT du Champagne s'est imposée comme une organisation syndicale forte, unie et active sur tous les fronts : salaires, emploi, conditions de travail et défense des saisonniers.



Grâce à ses mobilisations, son travail d'organisation et ses prises de position publiques, la CGT a obtenu des avancées concrètes et renforcé la solidarité entre les sections, affirmant durablement la présence de la CGT dans la filière. Cette période a consolidé son unité, sa formation militante, sa logistique et sa communication, faisant de la CGT Champagne une organisation stable, autonome et influente.

Le document d'orientation appelle à poursuivre cette dynamique : renforcer la structuration, élargir la représentativité et faire vivre un syndicalisme de terrain, combatif, solidaire et fidèle aux valeurs de la CGT.

(voir dans le site de la CGT du champagne)

Le Père Noël est une ordure!



« Dans les gens qui reçoivent la prime de Noël aujourd'hui, il y a des gens qui n'ont pas d'enfants. On propose de recentrer le dispositif sur ceux qui croient encore au Père Noël, ça semble assez raisonnable »

a déclaré Roland LESCURE, ministre de l'économie sur LCI.

La prime de Noël pour une personne seule s'élève à 152,45 € et l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS) qui y donne droit s'élève à 572,48 €...

« Aujourd'hui, au lieu de s'attaquer aux milliardaires, le gouvernement va faire les poches

de ceux qui galèrent déjà à finir leurs fins de mois. Je trouve ça juste honteux, et tellement mesquin. Il faut qu'il revienne en arrière sur ce point, c'est indispensable » a asséné Sophie BINET, le lendemain sur TF1.



L'article de la semaine :

Retraites, santé, chômage: le privé ferait-il mieux que la protection sociale?

Qu'il s'agisse d'accompagnement des chômeurs, de retraites ou encore de santé, le privé est loin d'être plus



efficace que la protection sociale. Et il ne permet pas non plus de faire des économies. Lire le décryptage dans le numéro d'Alternatives économiques du 10 novembre 2025. (<u>Lire l'article ici</u>)

Châlons-en-Champagne:

l'Union Départementale choisit la proximité

Suite à la décision du 60ème Congrès de l'UD CGT de la Marne qui s'est tenu à Épernay les 2 et 3 octobre 2025, la Commission Exécutive a inauguré ses réunions mensuelles, en proximité, à l'Union Locale CGT de Châlons-en-Champagne.

Ces réunions se tiendront désormais dans chacune des Unions Locales du département, à Reims, Épernay, Sézanne, Vitry-le-François, Châlons-en-Champagne, et peut-être à Ste-Menehould en présence des représentants de l'Union Locale concernée.

